



On voit que les élections approchent... **STOP AUX MANIPULATIONS !**

COMMUNIQUÉ :

FO Justice dénonce avec la plus grande fermeté les attaques mensongères et les manipulations grossières de l'UFAP Unsa Justice et de la CGT Pénitentiaire, qui tentent une nouvelle fois de tromper les personnels à travers des communications aussi caricaturales qu'indécentes.

Au sujet de leur agitation stérile sur le paiement des stocks d'heures supplémentaires, la réalité est simple et factuelle : **cette demande, portée par FO Justice, est issue d'un travail sérieux et constant.**

➤ Nous avons réinterrogé directement le ministre de la Justice lors d'une rencontre le matin même. Il faut savoir que cette revendication ne peut aboutir qu'avec un arbitrage favorable du Premier ministre, voire du Président de la République. Le ministre nous a confirmé les avoir saisis, d'où notre lettre ouverte. Il a, par la suite, repris cette proposition à l'Assemblée nationale dans l'après-midi.

Quant à leur pseudo-mouvement de contestation, monté de toutes pièces, il n'aura été qu'un flop retentissant. Il aura fallu à peine une journée pour en révéler la véritable nature : **une opération de communication électoraliste menée sur le dos des personnels.**

▶ Pendant que ces 2 pseudos syndicats tentaient d'occuper le terrain médiatique, sans aucun résultat, **FO Justice** continuait de travailler concrètement. **Nous étions reçus dès le 28 avril par le Garde des Sceaux...** alors que l'UFAP UNSA Justice et la CGT Pénitentiaire n'étaient reçues que le lendemain par le directeur de cabinet adjoint. Cela démontre clairement qui agit au bon niveau et qui se contente de suivre... qui est écouté et qui reste dans le rôle du figurant... qui obtient des avancées concrètes, et qui brasse de l'air.

La lecture de leur communiqué commun de ce jour permet de constater, sans surprise, qu'ils n'ont effectivement strictement rien obtenu, rien à annoncer, rien qui puisse être mis au crédit de leur pseudo-mouvement. Il ne suffit pas d'enchaîner 3 pages de belles phrases et de longs discours pour donner de la consistance à leur insignifiance et à leur échec.

▶ Pour ce qui concerne la surpopulation carcérale, nous rappelons que nous avons appelé à une intersyndicale sur ce sujet il y a plusieurs mois. **Cet appel est resté lettre morte de la part de ces organisations. Ceci ne nous a pas empêchés de travailler et d'avancer sur ce sujet.**



Et voilà qu'aujourd'hui, après avoir joué les contestataires de circonstance, nous constatons avec surprise qu'**ils ne semblent plus totalement hermétiques aux mécanismes de régulations carcérales sur lesquels travaille FO Justice depuis des mois.** Il y a encore peu, ils s'y opposaient par principe, allant même jusqu'à refuser de voter les textes en CSA Ministériel, uniquement parce que ces propositions émanent de **Notre Organisation.**

Serait-ce un soudain retour à la raison ? Une prise de conscience tardive ? Ou une manipulation de plus pour se raccrocher aux branches et tenter de s'attribuer le travail des autres ?

Quoi qu'il en soit, ils font mentir l'adage selon lequel il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis.

► **FO Justice** déplore, une fois de plus, la posture récurrente de ces organisations, qui passent leur temps à combattre toutes les mesures que nous portons, comme ils l'ont fait pendant des mois, **tendant d'entraver la mise en place de la réforme historique qui, aujourd'hui, se traduit par des milliers de promotions et, un regain d'attractivité permettant de recruter et d'atteindre, enfin, nos schémas d'emploi.**

Dès lors, une question légitime se pose : l'UFAP UNSA Justice et la CGT Pénitentiaire défendent-elles réellement les intérêts des personnels ou servent-elles avant tout leurs propres intérêts politiques ?

► **FO Justice** rappelle enfin que ces organisations sont affiliées à des syndicats de magistrats qui ont combattu des dispositifs essentiels, comme le protocole d'Incarville et notamment la généralisation de l'utilisation de la visioconférence. Là encore, chacun pourra juger de leurs priorités réelles. **La sécurité des personnels et l'amélioration de leurs conditions de travail ne peuvent pas être des variables d'ajustement au service d'ambitions politiques.**

Qu'ils continuent donc à gesticuler, à faire du bruit pour masquer leur absence de résultats, à mentir, à organiser des campagnes d'intox coordonnées, et à tenter de réécrire la réalité...

Pendant ce temps, FO Justice avance, sans détour et sans compromis, obtient des résultats concrets pour les personnels, et continuera de porter des revendications ambitieuses, mais réalistes pour améliorer les conditions de travail et la sécurité de tous.

